

Laurent CROIZIER

Député de la première circonscription du Doubs

Commission des Affaires Culturelles, de l'Éducation, du Sport, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Conseiller Municipal de Besançon

« Replaçons l'enseignant au centre du système éducatif, au cœur des ambitions de l'Éducation nationale »

Nous appelons à la reconstruction d'un pacte sociétal autour de l'école, à la reconnaissance de l'autorité et du rôle central du professeur.

Le constat est préoccupant. L'Éducation nationale peine à recruter ses professeurs. Plus de trois mille postes n'ont pas été pourvus aux concours 2023. Le métier d'enseignant traverse une crise profonde, une crise de sens, une crise de vocation.

Recréer de l'envie et de la confiance envers l'Éducation nationale pour qu'elle assure sa mission fondamentale, émanciper, développer les compétences et les talents de chacun, et contribuer à la construction d'une société plus juste et plus équitable, est un défi majeur.

L'une des urgences est de restaurer la place du professeur dans la société, de restaurer son autorité. Replaçons l'enseignant au centre du système éducatif, au cœur des ambitions de l'Éducation nationale.

Le manque de reconnaissance institutionnelle, sociale et morale des professeurs, ainsi que les rémunérations salariales insuffisantes, participent au désenchantement du métier d'enseignant, aux difficultés de recrutement et à la déconsidération de notre système éducatif.

Restaurer la confiance nécessite que les professeurs soient légitimement reconnus pour leurs savoirs et pour leurs compétences à les transmettre. En tant qu'acteurs centraux, ils méritent une place plus importante dans les réflexions, qu'il s'agisse de l'organisation du système éducatif, de leur profession, ou des décisions au sein des établissements scolaires.

Il nous semble important de redonner aux enseignants et aux établissements des capacités d'initiative et de décisions plus importantes. Les décisions les plus pertinentes se prennent au plus près du terrain.

S'il est fondamental que l'éducation reste nationale, nous appelons à la construction d'une relation moins verticale, par une déconcentration accrue des décisions au sein même des établissements scolaires.

Les conditions d'exercice du métier et le ressenti de bien-être professionnel se sont considérablement dégradés. Ce sentiment de déclassement est une réalité concernant le salaire des professeurs.

Moins payés que leurs collègues européens, moins payés que les autres fonctionnaires de catégorie A, le chantier de revalorisation salariale, entrepris par le gouvernement, doit impérativement se poursuivre pour tous les professeurs, des plus jeunes aux plus expérimentés.

Restaurer l'attractivité du métier de professeur ne peut se faire sans perspectives de carrière, sans poursuite de la revalorisation salariale.

Enfin, restaurer le respect dû aux professeurs passe par une école bienveillante mais exigeante, avec des professeurs mieux formés dont la mission fondamentale reste la transmission des fondamentaux et l'acquisition de compétences.

Cette exigence nécessite d'excellentes conditions d'apprentissage pour les élèves. Aussi, avec la baisse du nombre d'élèves, l'Éducation nationale a l'opportunité, à moyens financiers constants, de diminuer les effectifs des classes et ainsi d'améliorer la qualité de l'accompagnement.

Nous devons porter l'ambition qu'en France, de la petite section de maternelle à la classe de troisième de collège, aucune classe ne dépasse 24 élèves.

L'école de la République s'est construite autour de valeurs et de principes forts, d'une promesse d'émancipation, autour du combat contre l'assignation sociale des élèves et la lutte contre les inégalités dont le professeur fut toujours le gardien.

Pour une école de la réussite, nous avons besoin d'élèves, de parents et d'enseignants en confiance.

Reconstruisons ce pacte sociétal autour de l'école. Défendons une école forte sur ses valeurs humanistes et laïques, une école confiante sur les missions qu'elle confie à ses professeurs, une école attachée au rôle et à la responsabilité des parents.

Réaffirmons collectivement les établissements scolaires comme des espaces de mixité bienveillants et protecteurs qui agissent contre l'exclusion, sous toutes ses formes. Le harcèlement, le racisme, le prosélytisme religieux n'y ont pas leur place.

Ce qu'il nous faut proposer aux enseignants et plus largement à l'ensemble des Français, c'est l'esprit de la reconstruction autour de notre école.

Les députés

Laurent CROIZIER, Géraldine BANNIER, Mickaël COSSON, Mathilde DESJONQUERES, Laurent ESQUENET-GOXES, Olivier FALORNI, Frantz GUMBS, Cyrille ISAAC-SIBILLE, Delphine LINGEMANN, Emmanuel MANDON, Sophie METTE, Hubert OTT, Maud PETIT, Josy POUYETO, Richard RAMOS, Frédéric ZGAINSKI